

Les comptes-rendus du



Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert

435 Rue du Roi, Québec (Québec) - G1K 2X1 – Téléphone : (418) 525-6187 poste 221
Courriel : carrefour@capmo.org
Site Internet: www.capmo.org

Mai 2020
Numéro 310

Pandémie en Amérique latine, comment les sociétés civiles s'organisent ?

Bienvenue à cette soirée mensuelle du CAPMO qui porte sur la Pandémie en Amérique latine, comment les sociétés civiles s'organisent ? C'est la première fois que nous avons une rencontre internationale. Normalement nous sommes réunis dans une salle à Québec avec 25 personnes environ. C'est un honneur pour nous. Je m'appelle Yves Carrier, je suis coordonnateur du Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert, un organisme d'éducation populaire et de défense collective des droits qui existe depuis 45 ans. Notre organisme a été fondé par des prêtres ouvriers, des militants syndicaux, des membres de l'Action catholique, des religieuses engagées dans le quartier Saint-Roch dans la lutte à la pauvreté et des coopérants qui revenaient de mission à l'étranger. Je souhaite la bienvenue à tous nos invités, à tous les participants et participantes. Cette rencontre a été organisée avec de nombreux comités partenaires réunis autour du Comité pour la paix en Amérique latine.

Nous avons publié deux pétitions qui demandent la levée des sanctions économiques contre Cuba et le Venezuela en cette période de pandémie et pour que cesse les agressions militaires contre le Venezuela. L'une des pétitions se trouve sur le site de la Chambre des communes à Ottawa pour les citoyens et citoyennes canadiennes, l'autre sur Change.on, rédigée en quatre langues, peut être signée par tous les citoyens du monde qui sont pour la paix et la justice sociale. Ma co-animatrice Maria Dionizio va me transférer les questions que vous pouvez poser par écrit dans la conversation de groupe (chat). Comme le temps est limité et que nous avons 5 intervenants, nous ne pouvons pas laisser la parole libre aux auditeurs. C'est pourquoi les questions seront posées après les interventions. Nous diffusons également sur la page Facebook du Comité pour la paix en Amérique latine. Susana Boing sera la réalisatrice, c'est elle qui dirige les droits de parole et qui a le pouvoir sur nos micros. Victor Ramos, l'un des organisateurs, insiste pour que nous situions le cadre général de cette pandémie. Elle se produit à un moment donné de l'histoire et elle agit comme un révélateur des conditions socio-économiques qui prévalent dans ces



36 participantEs

Mario Gil Guzman, Maria Teixeira, Maria Dionizio, Maria Rodriguez, Claude Moreau, Alejandra Laprea, Yves Carrier, Susana Boing, Guy Roy, Joaquim Caldas, Thierry Deronne, Emilie Frémont-Cloutier, Robert Roussel, Emilia Castro, Pierre Mouterde, Cecilia Valdebenito, Victor Ramos, Marie Dionne, Michaël Walsh, Vladimir Dias, Caio Santa'Anna, Mbaï-Hadji Mbaïrawaye, et 14 participantEs sur Facebook

Cadre général de la discussion:

La COVID-19 est un facteur « révélateur » des politiques favorables au grand capital transnational appliquées par plusieurs gouvernements. Nous soulignons ces quelques politiques de marchandisation tous azimuts, issues de l'idéologie néolibérale :

1. Les réductions budgétaires et les désinvestissements dans tous les services sociaux et les organisations communautaires.
2. Les privatisations de la santé, de l'éducation et des fonds de pension en particulier.
3. La sous-traitance des activités essentielles, la détérioration des salaires et du pouvoir d'achat des travailleuses et des travailleurs.
4. La pénétration et le contrôle des secteurs de l'économie et des ressources naturelles au profit des transnationales sous la protection des traités de libre-échange.
5. L'utilisation de politiques guerrières et des sanctions pour intimider et soumettre les pays qui résistent aux politiques néolibérales.

Le Brésil avec Joaquim Caldas

Nous allons débiter par le Brésil où la situation est critique. Ce pays de 211 millions d'habitants représente la moitié de la population de l'Amérique du sud et de ce nombre, 70 millions vivent dans l'indigence. Alors, Joaquim Caldas est natif de Curitiba et il est très inquiet des politiques du président Bolsonaro et il croit que le gouvernement néolibéral est très toxique pour la population dans le scénario de la pandémie actuelle. Il nous parlera de la manière que s'organise la société civile pour lutter contre la COVID-19 sans l'aide du gouvernement brésilien. Yves Carrier

Bonsoir tout le monde. Je vais vous parler de ce qui se passe au Brésil. C'est un pays de proportion continental et c'est aussi le pays le plus peuplé d'Amérique latine. Démographiquement, c'est le sixième pays par sa population. Là-bas, tous les citoyens ont accès à un système de santé public, semblable à l'assurance maladie au Québec, mais ce système est sous-financé depuis toujours. Le SUS, Système universel de santé, se veut une réplique du système britannique. La différence, c'est que tout le monde peut aller dans un hôpital public même si par ailleurs il possède une assurance privée. Les services ne sont pas distribués partout sur le territoire dans des proportions égales. Par exemple, 50% des places aux soins intensifs se trouvent dans le système de santé privé. C'est une grande différence puisque environ 70% de la population n'a accès qu'au système de santé public. Donc ce 70% n'a accès qu'à 50% des places aux soins intensifs dans le pays. Déjà là, on aperçoit le décalage entre les soins auxquels les riches ont accès, versus la majorité de la population. En parlant de la COVID-19, le Brésil compte le 14 mai 2020, 191 000 cas, ce qui en fait le sixième pays le plus affecté dans le monde et il y a déjà plus de 13 000 décès. Nous en sommes à environ 1 000 décès par jour.

Par ailleurs, on sait très bien que ces chiffres ne sont pas réels parce qu'ils n'expriment pas la réalité du Brésil. Il y a quelques facteurs qui contribuent à cela. Premièrement, pour être considéré mort de la COVID-19, il faut que la personne ait subi un test de dépistage positif. Sauf que même le ministère de la santé ignore combien de tests sont réalisés à chaque jour ? On estime que c'est environ 0,63 de test par millier de personnes par jour tandis qu'aux États-Unis ce serait 13 tests par milliers d'habitants. C'est un chiffre qui est très faible. Dans les pays qui effectuent des tests, le Brésil occupe le 65ème rang. Malgré le nombre très élevé de morts, ce pays teste très peu sa population. Pour avoir une estimation réelle du nombre de décès causé par la COVID-19, il faut comparer avec l'indice de mortalité par maladie des mêmes mois de l'année dernière. Dans les cas de décès, on peut davantage voir ce qui se produit. Par exemple, dans l'État de Rio de Janeiro, il y a eu une augmentation de 6 000% du nombre de décès causés par des maladies respiratoires par rapport aux chiffres de l'an dernier. On enregistre également une augmentation de 3 000% des gens qui sont morts de pneumonie. Nous savons très bien qu'actuellement nous ne vivons pas une épidémie de pneumonie, alors c'est un chiffre qui parle. Certaines statistiques disent que par exemple, l'État de Rio qui aujourd'hui dénombre 2 104 morts de la COVID-19, aurait plutôt 4 266 décès.

Si on projette ces chiffres au niveau national, les 13 000 morts recensés passeraient à 27 000 morts, ce qui ferait du Brésil le 4ème pays en nombre de morts, juste après l'Espagne (14 mai). Hier, encore une fois, le président Bolsonaro exprime son désaccord avec le ministère de la santé. Le nouveau ministre qui vient de remplacer celui que le président a limogé parce qu'il exprimait son désaccord avec l'approche laxiste de ce dernier, exprime qu'il n'y a aucune étude scientifique qui démontre l'efficacité de la chloroquine pour prévenir le coronavirus. Bolsonaro exprime le contraire tout comme son émule Donald Trump. Alors on va perdre encore une fois le ministre de la santé au milieu d'une crise sanitaire (Il a démissionné le 18 mai.)

Malgré tout cela, il ne faut pas parler uniquement des mauvaises choses. Je vais vous donner deux exemples d'initiatives populaires qui ont été mises en place parce que le gouvernement fédéral n'a pas coordonné les efforts pour lutter contre le coronavirus même si ce pays a été l'un des derniers touchés par la pandémie. Avant le Brésil, l'épicentre a été la Chine, puis l'Italie, l'Espagne et les États-Unis. Alors ce gouvernement a vu tout cela se passer avant et il n'a pas réagi. Il faut savoir que le Brésil est une fédération de 26 États et que les villes ont des pouvoirs pour décider en ce qui a trait à la quarantaine, à la fermeture des commerces et des écoles, des garderies, etc. C'est ce que les villes ont fini par faire, elles ont pris leur propre budget et elles ont décidé de mettre en place des mesures pour empêcher que le coronavirus attaque la population. Je donne l'exemple de la ville de Niteroi en banlieue de Rio de Janeiro qui est l'une des villes les plus riches du Brésil. Dès la fin de février, elle avait déjà mis en place un hôpital spécialisé pour la COVID. Elle a construit cet hôpital de campagne avant que le gouvernement fédéral ne prenne n'importe quel type d'initiative. Elle a même distribué une aide financière aux habitants dans le besoin, avant que les gens perdent leur emploi et que la ville soit mise en quarantaine.

Aussitôt que le premier cas est apparu, la population de Niteroi a été mise en quarantaine. Aujourd'hui, on y recense une quantité très faible de cas. Sa courbe ressemble beaucoup à celle de pays européen comme le Portugal. De l'autre côté de la baie, dans la ville de Rio, on dénombre le plus grand nombre de cas et de morts par le coronavirus.

Le Brésil compte six villes qui ont plus de 1 000 décès, l'épicentre de la pandémie c'est Sao Paulo. Tout comme New York, il s'agit d'une ville très densément peuplée avec une population très nombreuse. (20 millions d'habitants, c'est la troisième plus grande aire urbaine du monde). Malheureusement, il y a aussi les villes de l'État d'Amazonas qui concentrent la plus grande quantité des morts. C'est l'État le plus grand du Brésil et on y dénombre très peu de villes et elles sont très isolées les unes des autres. Alors quand des personnes sont contaminées, il n'y a pas les services de santé pour les soigner. Cela veut dire que de nombreuses communautés plus pauvres comme les bidonvilles à Rio ont pris leurs propres initiatives. Il y a même des endroits où ce sont les trafiquants de drogue qui imposent la quarantaine. Je m'arrête ici pour le moment.

Merci beaucoup Joaquim, ta présentation était éclairante.

Le Chili avec Maria Rodriguez

Maria Rodriguez est une militante féministe, elle est membre du Comité des femmes immigrantes de Québec. Elle est diplômée en géographie et en aménagement du territoire. À toi la parole Maria.

Pour parler du Chili, il faut commencer par dire que ce fut le laboratoire d'implantation du premier régime néolibéral dans le monde et que cela s'est fait sous la dictature d'Augusto Pinochet. Au cours des dernières années, nous avons assisté à une privatisation accélérée de tous les services sociaux, des soins de santé et d'éducation, ainsi que des régimes de retraite. Il y a eu des coupures dans le secteur public, des diminutions de budget affecté aux différents ministères et services publics, de même qu'une aggravation des conditions de travail dans le domaine de la santé. C'est le scénario de ce qui se passe au Chili. Cette détérioration des services sociaux est accompagnée d'une détérioration des salaires, d'une perte du pouvoir d'achat.

Le 18 octobre 2019, marque le début d'un soulèvement de la population. Les inégalités ont conduit à un éclatement social majeur. C'est le prix des transports en commun à Santiago qui a été la bougie d'allumage de la révolte sociale qui s'est intensifiée jusqu'au début de la pandémie. Un référendum était prévu le 26 avril dernier afin de déclencher un processus pour rédiger une nouvelle constitution à partir des revendications exprimées par le peuple. Le vote a été reporté de six mois en raison de la pandémie. Cette situation de mobilisation sociale a accéléré et approfondi le système de répression policière. Le régime politique nous a révélé son véritable visage. La violence policière est très présente dans les quartiers populaires et cela même après l'appel au confinement. Il faut dire aussi que la répression des cinq derniers mois et les faux pas des autorités ont généré un contexte d'organisation populaire. La mobilisation a permis que les gens se reconnaissent dans les autres comme classe sociale qui poursuit des objectifs communs opposés à ceux de la classe dominante qui ne pense qu'à ses propres intérêts. Cela a également permis l'émergence de plusieurs initiatives de collaboration, de solidarité, d'entraide, dans un contexte de crise sociale.

La pandémie arrive au Chili à un moment historique très dur. Cela a pris 30 ans pour nous réveiller, et la COVID-19 est venu arrêter la mobilisation. Les gens ne sont plus dans la rue parce que les militaires leur interdisent de sortir ou de manifester. Avant la pandémie, la première chose que le président a fait c'est de déclarer l'État d'urgence pas pour demander la quarantaine, mais pour sortir les militaires dans la rue et instaurer le couvre-feu. Vous voyez un peu le contexte, comment les choses se déroulent au cours des derniers mois. Le gouvernement du Chili n'a pas réellement mis en œuvre une politique de protection sanitaire. Le virus est entré au pays à travers les classes les plus aisées qui rentraient de voyage en Europe et aux États-Unis. Le gouvernement n'a pas pris de mesures pour prévenir la contagion. Comme au Brésil, la maladie affecte bien plus les populations les plus pauvres.

Il faut avoir à l'esprit que le système de santé au Chili ressemble beaucoup à celui des États-Unis. Nous avons un système de santé public sous financé et de nombreux régimes de santé privé. La majorité des ressources, même publiques, sont mises dans le secteur privé. On se retrouve avec des hôpitaux publics qui sont déjà en carence de personnel et de matériel. L'une des choses les plus tragiques par exemple, c'est que tout le réseau public a annoncé qu'il n'y avait plus de tests. Dans la région de Santiago, les trois principaux hôpitaux opèrent déjà à pleine capacité.

Si nous regardons un peu les données pour la COVID-19, il y aurait 35 000 cas confirmés, dont 10 600 depuis hier. Il y a eu beaucoup de manipulations des chiffres depuis le début de la pandémie. Officiellement, on parle de 368 morts, mais en comparaison avec les cas confirmés, quelqu'un qui connaît les statistiques de population constate que le nombre de décès n'est pas en lien avec les cas confirmés. Aussi incroyable que cela puisse paraître, pendant le premier mois, le gouvernement comptait les morts parmi ceux et celles qui étaient guéris puisqu'ils n'avaient plus le coronavirus. Sa définition était que les morts n'étaient plus contagieux alors ils étaient considérés comme récupérés. Le mois dernier, il y a un journaliste d'enquête respecté qui a comparé les décès du mois de mars de l'année dernière avec ceux de cette année. C'est une technique très répandue et c'est probablement celle qui va être retenue pour mesurer les impacts du virus dans le monde. Alors, il a découvert qu'il y a 900 décès de plus qu'au mois de mars 2019. Cela donne une idée de la manipulation des chiffres par le gouvernement chilien.

Je vous ai parlé de tous ces réseaux de solidarité qui sont apparus au début de la mobilisation sociale. Cela se poursuit avec la pandémie. Il y avait déjà une crise économique qui s'installait, alors la pandémie a été le moment pour mettre à pied beaucoup de travailleurs. Ça a servi d'excuse en quelque sorte pour effectuer des licenciements. L'aide de l'État a surtout été accordée aux entreprises plutôt qu'aux travailleurs.

Qu'est-ce qui se passe dans un contexte de répression et de violence policière alors que les travailleurs ont perdu leur emploi ? La plupart des aînés survivent à peine avec des pensions misérables. Dans les quartiers populaires, il y a des familles qui se retrouvent sans travail. Alors, les gens ont faim et il manque de tout comme les couches pour les enfants. À Santiago, on trouve toujours des logements qui ont des planchers en terre battue. De plus, le confinement a révélé une réalité qui était bien présente, le surpeuplement des logements. Cela aggrave les probabilités de contagion. C'est l'une des raisons pour lesquelles le virus s'est répandu si rapidement au Chili. Là-bas, il est arrivé après que le Brésil ait été touché. Si je reprends les mots de Joaquim, notre gouvernement a vu ce qui se passait ailleurs et il n'a pas pris les mesures préventives.

Il a adopté une drôle de stratégie qui consistait à mettre en quarantaine les communes. On s'entend que dans une région métropolitaine comme Santiago où le mouvement social est très actif, ce sont des quarantaines dynamiques alors cela ne fonctionne pas vraiment. Encore une fois, ce sont les femmes qui se sont organisées. Pendant la dictature au Chili, il y avait une pratique très répandue qui était celle des cuisines collectives. Pendant la crise économique des années 1980, quand les gens avaient très peu de moyens pour se nourrir dans les quartiers populaires, les femmes ont commencé à organiser des cuisines collectives. C'est une pratique qui revient dans tout le pays. C'est une belle expérience parce que les gens observent les mesures sanitaires. Avant, il s'agissait d'une excuse pour se rassembler, maintenant c'est un moyen pour se nourrir. Il y a un système de livraison à domicile et il y a beaucoup de solidarité. Dans plusieurs quartiers populaires, ils ont établi des réseaux de solidarité qui servent de réseaux d'appui où ils ont créé des comités qui s'occupe d'avoir des entreposages d'aliments. Ils ont aussi fondé des collectifs d'achat collectif d'aliments et de distribution de nourriture au sein de la population. Ils ont comme l'obligation de s'organiser. C'est devenu indispensable pour ces gens de travailler en réseaux sur une base d'unité. Il y a une expression qui est très répandue au Chili : « Seul le peuple aide le peuple. Nous vivrons et nous vaincrons. » Pourquoi cela ? Pour le peuple, la pandémie n'est qu'une pause dans leur processus de libération.

Devant les enjeux qu'impliquent cette pandémie, la violence de l'État et les actions incompetentes des membres du gouvernement, les assemblées territoriales qui s'étaient autoconvoquées pendant la mobilisation sociale, ont poursuivi leur travail d'appui et de solidarité. Un autre élément qui est ressorti cette semaine, c'est que le confinement et le surpeuplement des logements est en train de créer une crise de violence envers les femmes. Ils sont en train de mettre sur pied des systèmes de bail pour les femmes qui sont dans des situations de vulnérabilité et qui doivent quitter leur lieu de résidence pour leur propre sécurité. Alors c'est comme cela que les gens sont en train de faire face à la pandémie au Chili.

Merci beaucoup Maria Rodriguez

La Colombie avec Mario Gil Guzman

Mario Gil Guzman est un leader social et communautaire colombien établi au Québec depuis plusieurs années. Il détient une maîtrise en sociologie de l'Université Laval. Il est intéressé par l'éducation populaire et les mouvements sociaux. Mario est membre du Comité pour la paix en Amérique latine et de différents réseaux d'éducation populaire en Amérique latine. À toi Mario.

La situation en Colombie est très complexe. Officiellement, il n'y a jamais eu de dictature en Colombie, mais dans les faits, c'est ce que nous avons vécu depuis toujours. Au Chili, le néolibéralisme s'est implanté à partir de la dictature du général Pinochet, en Colombie, cela a débuté dans les années 1990. Aujourd'hui nous pouvons observer toutes les mesures régressives à ce propos. Qu'est-ce qui s'est produit grosso modo ? Depuis le début des années 1990, la part de la production industrielle dans l'économie est passée de 25% à 10%, tandis que le secteur bancaire est passé de 28% à 48%. Il y a donc un processus de financiarisation de l'économie. Il n'y a pas de support envers l'industrie nationale, l'économie est maintenant fondée sur l'extraction des ressources minières et le secteur de la finance. Autrefois, il y avait une grande quantité de banques publiques et privées, aujourd'hui il ne reste que cinq grandes banques privées qui contrôlent l'ensemble de l'économie. La dette extérieure s'est accrue à 48% du PIB. Il y a donc eu de plus en plus de mesures néolibérales qui se sont ajoutées.

Le gouvernement a vendu tous les services publics aux entreprises privées: l'eau, l'électricité, le ramassage des ordures, la santé, l'éducation, etc. De même, les investissements en science ont été réduits à peau de chagrin. C'est un pays dont l'économie fonctionne en faveur de l'enrichissement du 1% de sa population. Quand on parle de néolibéralisme, on parle de libre-marché et de la loi de la jungle. En Colombie c'est clair, l'économie c'est pour ceux qui ont des griffes et des crocs et qui peuvent manger les autres parce que c'est comme cela que ça se passe. Il n'y a pas véritablement de possibilité pour personne d'exiger leurs droits. On assiste à une paupérisation du travail. Les travailleurs n'ont pas droit à la stabilité de l'emploi et ils n'ont accès qu'à des contrats temporaires renouvelés à chaque trois mois, sauf pour les professeurs et les militaires. Alors si vous êtes productif et docile, votre contrat va être renouvelé, sinon c'est la porte. En ce temps de pandémie, la plupart des gens ont perdu leur travail et ils sont entièrement dépendants de la volonté de leur employeur parce que la loi du travail n'engage personne à respecter les travailleurs.

De même, tout le domaine de la santé se trouve entre les mains du secteur financier. Ce sont les banques qui administrent la santé. C'est un marché comme un autre qui cherche à faire des profits. Certaines organisations de défense du droit à la santé dénoncent la quantité de morts. Déjà avant la pandémie, on déplorait la mort prématurée de 2 millions de personnes parce que le système est devenu complètement inefficace. De plus, si tu ne peux pas payer, tu ne peux pas te faire soigner, alors tu es destiné à la mort. C'est souvent le cas pour de nombreux malades du cancer.

Le système de retraite est aussi passé entre les mains du secteur financier et maintenant les aînés n'ont plus droit à une retraite convenable. Donc, tout est privatisé et l'autre phénomène fondamental au fonctionnement de ce régime, c'est la répression. Depuis 30 ans en Colombie, dont la population est de 48 millions, il y a eu 8 millions de déplacés forcés, ce qui en fait le pays ayant le plus de déplacés internes dans le monde. On compte également 4 millions de personnes disparues au cours des 60 dernières années. En Colombie, il s'est produit une quantité incroyable de massacres par l'armée et les paramilitaires. Ce sont des séquelles épouvantables qui ont été causées aux populations paysannes, noires et autochtones, même chose pour les leaders sociaux de ce pays.

Cette année, on a recensé de nombreuses attaques contre la population civile. C'est elle qui a souffert le plus de l'implantation par la force du modèle économique néolibéral. Au même moment, on assistait à la concentration de la propriété entre les mains d'une infime minorité. Dans cette dynamique, deux ans après la signature des accords de paix avec les FARC, la plus importante guérilla colombienne, on dénombre 300 leaders sociaux assassinés et cela n'a pas cessé depuis le début de la pandémie. Seulement en 2020, on calcule qu'il y a eu 94 assassinats de leaders sociaux (14 mai). Qui plus est, le confinement a aidé les assassins à trouver leurs victimes qui devaient demeurer à la maison. Il y a eu aussi un scandale qui a révélé que les militaires ont utilisé l'argent donné par la communauté internationale pour rendre effectifs les compensations prévues aux accords de paix, afin de surveiller les leaders sociaux, les journalistes opposés au gouvernement et les politiciens des partis de gauche. En espionnant les communications cellulaires, l'armée dispose des informations personnelles des déplacements des gens, de leurs contacts et du contenu de leurs discussions. Ces informations ont été transmises aux tueurs à gages. Donc, la répression se poursuit pendant la pandémie. C'est très difficile de résister et de s'organiser dans de telles conditions où la vie et la mort sont en jeu de manière permanente.

Comment les gens se situent devant une telle situation ? En plus, les gens sont divisés parce qu'ils ont été fortement frappés par la violence, mais à la fin de 2019, malgré tout cela, les Colombiens et les Colombiennes ont commencé à se soulever et à manifester massivement dans les rues des grandes villes pour dénoncer les impasses de ce modèle économique. Puis, il y a aussi une propagande qui divise la gauche en plusieurs groupes, une bonne gauche raisonnable et progressiste et une ancienne gauche radicale et dangereuse, l'une libérale du point de vue morale et économique et l'autre plus d'ascendance marxiste. Il y a aussi une extrême-droite qui s'appuie sur la peur du communisme et les sectes évangélistes qui sont très influentes. Il y a beaucoup de divisions dans les mouvements sociaux entre la revendication des droits sociaux et ceux qui essaient de négocier des améliorations partielles des conditions de vie pour la société. C'est avec ces divisions qu'on arrive à la pandémie. Celle-ci apparaît comme un révélateur des injustices sociales qu'endurent les différents secteurs sociaux en raison du modèle néolibéral.

Les populations déplacées ont été regroupées dans les grandes villes et sur les frontières du pays où régnaient les FARC. Depuis les accords de paix, les narcotrafiquants et les paramilitaires occupent ces territoires qui sont retombés dans une violence pire encore que pendant la guerre civile. Ces territoires sont complètement abandonnés par l'État colombien. Dans ces bidonvilles, les gens ne peuvent pas se confiner, ils doivent travailler pour survivre. Il n'y a pas d'aide de l'État et celles qui ont été promises ne sont jamais arrivées parce que les fonds ont été détournés. À ce jour, seulement la moitié des gens, environ 2 millions de personnes, ont reçu une aide de moins de 100\$. La fraude a été commise grâce à un système de fausses cartes d'identité, les mêmes qui ont servi lors de la dernière élection présidentielle. Les fausses cartes ont empêché de l'aide de l'État. C'est très misérable de constater cela.

Comme au Chili, les gens dans les communautés ont commencé un travail de solidarité pour recueillir des denrées alimentaires. La façon d'identifier ceux et celles qui avaient besoin d'aide consistait à mettre un tissu rouge près de sa porte. Mais tout le monde a mis un tissu rouge sur sa porte. Alors les gens ne suffisent pas à la demande, puis ils se sont dit : « C'est l'État qui doit nous aider, parce que nous ne sommes pas capables de répondre à tous ces besoins. » Ensuite, ils se sont organisés pour réclamer de l'aide, ils ont fait des tintamarres, des marches, des manifestations, mais à Bogota et Cali, les maires ont envoyé la police pour les réprimer. Sauf qu'ils manifestaient parce qu'ils avaient faim. Cette réponse du gouvernement a fait enrager les gens, mais ils ne peuvent rien faire. S'ils ne vont pas travailler, ils n'ont rien à manger.

En ce qui concerne la quantité de cas, c'est impossible à savoir. 13 000 cas ont été signalés (14 mai), mais on se doute que la vérité est dix fois plus grande parce qu'il n'y a pas de machine, qu'il n'y a pas de soin intensif, qu'il n'y a pas de système de santé qui puisse répondre à cette situation et que les investissements qui auraient dû être faits l'ont été dans la défense, dans l'achat des armes pour la police, dans la répression. Même les médecins se sont plaints parce qu'il n'y avait pas de masque et d'instrument pour se protéger du virus. Donc, nous avons un système de santé malade avec des médecins qui ne peuvent pas exercer de manière sécuritaire leur profession.

On ne sait pas combien de gens ont été contaminé par le virus. Les gens ont peur et ils ne peuvent plus travailler. Ce qui s'en vient, c'est encore plus de précarité et plus de morts, plus d'impunité et plus de répression. En plus, ils ont fermé le parlement et ils gouvernent par décrets sans tenir de sessions parlementaires. Cela devient une dictature puisque l'armée appuie le gouvernement qui essaie de renverser le gouvernement du Venezuela au lieu de s'occuper de la pandémie en Colombie. Notre gouvernement est voleur, corrompu et assassin. C'est ce qui se passe aujourd'hui en Colombie et les gens résistent et ils essaient de s'organiser. Ils ont des radios communautaires et ils informent la population des stratégies d'organisation qu'ils mettent sur pied. Dans le pays, il y a les communautés autochtones et noires qui résistent où tout le monde s'unit pour se protéger de la pandémie en utilisant des médecines naturelles. Sinon, c'est chacun pour soi, comme nous a appris à le faire le système néolibéral qui a détruit les capacités du peuple à se soigner. Je vous remercie de votre attention.

Merci Mario pour ta participation, c'est vraiment tragique ce qui se passe en Colombie.

Le Venezuela avec Alejandra Laprea de la Marche mondiale des femmes

Maintenant nous entendrons une correspondante au Venezuela, Alejandra Laprea qui vit à Caracas. C'est une cinéaste, documentariste, une militante féministe, elle est membre d'un groupe qui s'appelle Arana feminista et de la Marche mondiale des femmes au Venezuela. À toi la parole Alejandra. YC

Bonsoir, veuillez agréer mes salutations chargées de gratitude pour me donner la chance de partager avec vous mon expérience et celle du peuple vénézuélien. Avant toute chose, laissez-moi vous dire d'où est-ce que je vous parle. Je suis une femme de 50 ans et j'ai deux fils de 18 et 22 ans. Je travaille dans le domaine culturel et je suis une militante féministe et socialiste. Je vis à Caracas, mais je suis originaire de Guyana, une région minière du sud du pays où habite encore une grande partie de ma famille.

Je vous parle à partir d'un pays qu'il y a deux décennies et sous le leadership du président Hugo Chavez a choisi de s'autodéterminer, de s'inventer et de miser sur la création d'autres manières d'être en relation entre nous comme peuple et avec les autres peuples du monde. Ce chemin n'est pas facile, cela a signifié se dresser face à l'impérialisme et au capitalisme pour leur dire que nous n'étions plus disposés à les suivre de manière servile. Au cours des 5 dernières années, les États-Unis et leurs alliés ont déclaré une guerre non conventionnelle contre le peuple vénézuélien et ses décisions politiques. En 2015, le président Barak Obama a signé un décret qui déclare que le Venezuela constitue une menace inusuelle et extraordinaire pour son pays. Nous devrions rire de l'absurdité de ce décret si ce n'était des conséquences néfastes qu'il a eu pour le peuple vénézuélien. Depuis lors, le gouvernement des États-Unis a décrété 58 mesures coercitives unilatérales, mal nommées sanctions et il a incité et fait pression sur ses alliés pour qu'ils appliquent des sanctions similaires, celles-ci ayant été suivies par l'Union Européenne avec 8 mesures coercitives et le Canada avec 5.

N.B. Le texte original est en espagnol, c'est Yves Carrier qui traduit à l'auditoire.

Pour que vous ayez une idée des conséquences de la guerre économique, je vous informe qu'on estime à 789 milliards de dollars américains le montant qui a été dérobé, il n'y a pas d'autre terme, en manœuvres financières et saisis d'actifs, ceci selon le rapport « Sanctions et blocus, crime de lèse-humanité » publié par le Ministère des relations extérieures de mon pays. En vies humaines, Alfredo de Zaya, expert en droits humains, calcule que les mesures coercitives unilatérales ont provoqué la mort directe de 100 000 Vénézuéliens et Vénézuéliennes. Ces mesures de pression ont affecté notre système productif qui s'est vu privé de semences, de pièces de rechange pour l'industrie, de matière première ou de fournitures. Elles ont eu un impact sur notre capacité à produire et à distribuer de l'énergie, c'est pourquoi nous avons des rationnements dans la consommation d'électricité, et évidemment cela a eu un fort impact sur notre système de santé qui a été privé de matériel médical.

C'est au milieu de cette guerre contre le peuple arrive la COVID-19, nous affrontons la pandémie, alors que les demandes pour alléger les sanctions non seulement furent rejetées par le président Trump sinon qu'elles ont été récemment accompagnées de l'incursion d'un commando de mercenaires depuis la Colombie. Vous vous demandez sans doute, comment cela se fait-il que dans un cadre aussi dantesque de pressions et de fourberies internationales contre le Venezuela, nous ne recueillons pas les cadavres dans les rues comme à Guayaquil ou nous n'ouvrons pas des fosses communes comme dans le nord du Brésil?

La réponse, c'est que nous avons un gouvernement qui n'a pas hésité à placé la vie en premier. Les deux premiers cas de COVID-19 au Venezuela ont été détecté le 13 mars. Le 16 mars, la quarantaine a été décrétée sur 30% du territoire national et quelques jours plus tard, dans l'ensemble du pays. L'autre partie de la réponse, c'est le peuple organisé et discipliné. Toutes personnes ayant certaines habiletés se sont mises au travail pour fabriquer des masques. Dans ma maison, nous avons fabriqué les nôtres et ceux de la voisine d'en face, une dame de 80 ans.

Les unités de production familiale et communautaire formées majoritairement de femmes se sont également mises à fabriquer et à répartir des masques dans leurs communautés, et à en distribuer hors de leurs limites, partout où les gens en avaient besoin. Ensuite, nous avons aussi développé comme mode de résistance à la guerre économique, des systèmes alternatifs de distribution d'aliments qui sont demeurés actifs. Par exemple, je suis membre d'une coopérative de consommation : « La Alpargata Solidaria » qui achète directement les produits agricoles et les distribue à 200 familles. Au mois d'avril, nous sommes parvenus à maintenir notre niveau d'achat mensuel, ce qui chez moi équivaut au nécessaire en fruits et légumes pour 10 jours. Malheureusement, le camion de la coopérative est tombé en panne et notre organisation se consacre à sa réparation. C'est ainsi que dans chaque commune, les organisations du peuple sont actives pour apporter des aliments dans les quartiers populaires. Déjà, des marchés populaires ont été mis sur pied, comme par exemple celui du secteur où j'habite, par le parti de gauche Mouvement électoral du peuple, MEP, où sont garantis la vente d'aliments à des prix acceptables.

Cela fait des années qu'en tant que peuple organisé, nous avons activé des comités locaux d'approvisionnement et de production (CLAP) qui fournissent les aliments de base à chaque trois semaines aux familles inscrites. Pendant la pandémie, ces comités ont élargi leurs actions et ils distribuent des plats cuisinés aux foyers les plus vulnérables. Nous nous organisons également pour apporter des solutions aux problèmes structurels qui empirent présentement tels que la violence machiste. Pendant la quarantaine, des collectifs féministes ont mis en place un service d'accompagnement téléphonique des victimes de violence et nous avons fait pressions pour que des protocoles spéciaux de nature institutionnelle soient instaurés.

Parallèlement au peuple organisé, il y a un gouvernement qui réalise le dépistage du coronavirus maison par maison. Si un cas est détecté, il y a aussitôt un déploiement sanitaire qui consiste à fermer le secteur, tout au moins 6 à 8 blocs autour. Je le sais parce qu'une amie a vécu l'expérience, être visitée par une brigade de médecins et d'infirmières, suivie d'une brigade de désinfection et de fumigation. Toutes ces brigades sont accompagnées par le Conseil communal ou le CLAP du secteur, c'est-à-dire que c'est une voisine ou un voisin qui frappe à votre porte. Avec le carnet patriotique et le système patrie, le gouvernement distribue des appuis économiques à la population. Depuis que la guerre économique a débuté, nous recevons un revenu de base par les bons de la patrie. Par exemple, en tant que cinéaste, je suis enregistré comme travailleuse de la culture populaire et je reçois un montant ou allocation qui augmente selon les circonstances, ce qui pour mon foyer équivaut à l'achat d'une semaine de fruits et légumes. Pendant la quarantaine, ce revenu de base a été augmenté. Au mois d'avril, j'ai reçu une quantité suffisante de légumes pour nourrir ma famille pendant 15 jours. Chez-moi il n'y a pas que moi qui reçois une allocation, mais également mon fils aîné et mon conjoint. Maintenant en quarantaine avec le système patrie, le gouvernement mène des enquêtes sociologiques qui servent à détecter rapidement les cas de COVID-19 et au cours des derniers temps pour consulter la population à propos des mesures de quarantaine. Autrement dit, le gouvernement est en consultation permanente sur ce que vit le peuple et sur ce qu'il pense des mesures d'aide et de contrôle de la pandémie.

Sans crainte de me tromper, je peux dire que l'appareil d'État est au service de la contention de la COVID-19. Par exemple, les policiers et la Garde nationale sont postés aux portes des marchés populaires pour prendre la température, répartir du désinfectant et contrôler le nombre de personnes qui entrent. Il faut également souligner le fait que mettre la vie des gens au centre des politiques du gouvernement révolutionnaire implique que des projets comme la Grande mission habitation, Barrio nuevo (Quartier neuf) et Barrio tricolor, un projet d'amélioration des maisons dans les quartiers populaires n'ont jamais cessé. Cela signifie que plus de 3 millions d'habitations neuves avec les services de base ont permis de sortir de la précarité de logement 12 millions de personnes. Pour évaluer la magnitude de cet effort, je vous rappelle que nous ne sommes que 30 millions de Vénézuéliens et de Vénézuéliennes. Évidemment, cela a placé le peuple du Venezuela dans de meilleures conditions pour affronter la COVID-19 malgré le blocus génocide. Malgré le fait que le système de santé publique soit frappé par le blocus, tous les cas de COVID-19 sont hospitalisés, dont 70% dans le système public et gratuit de santé. Jusqu'à hier (13 mai), 440 cas avaient été rapportés, desquels, 220 personnes étaient guéries. Nous ne déplorons que 10 décès.

En guise de réflexion finale au Venezuela le slogan de la Marche mondiale des femmes est plus que jamais d'actualité : « Nous résistons pour vivre et nous marchons pour transformer. » Ces dernières années ont été des années de résistance à la guerre et à l'impérialisme, notre résistance crée, invente, organise, et transforme. Ces mécanismes de résistance collective sont pour une bonne part ce qui nous a permis de faire face à cette pandémie. Depuis 5 ans, le président, le gouvernement nord-américain et ses alliés, ont prétendu nous agenouiller et nous vaincre, mais jusqu'à maintenant tout ce qu'ils sont parvenus à faire c'est à nous renforcer dans notre conviction de mieux nous organiser pour défendre notre droit de décider comment nous voulons être gouvernés, comment nous voulons vivre pour embrasser de grands défis comme celui de mettre la vie au-dessus de tout dans un monde capitaliste.

Merci Alejandra

Thierry Deronne, créateur du site : Venezuela Info

Thierry est un journaliste solidaire qui vit au Venezuela depuis 1994. Je vous suggère fortement de consulter son site Venezuela Info pour avoir accès à l'envers de la médaille par une source d'informations alternatives connectées sur la vie populaire de ce peuple.

Bonsoir tout le monde. Depuis l'élection à la présidence d'Hugo Chavez, les médias occidentaux maintiennent le public international informé de manière biaisée en dénigrant tout ce que ce gouvernement a entrepris comme réforme. Maintenant, le grand paradoxe se situe dans le fait que dire ou écrire la vérité est considéré comme faire de la propagande progouvernementale. Je suis journaliste et je pourrais tomber facilement dans le piège de la bonne parole qui affirme que tout est beau ici, mais ce n'est pas mon cas.

Ce matin, j'ai été rejoint par la réalité. J'entends frapper de façon insistante à ma porte, je passe ma tête par la fenêtre et j'aperçois une femme et un homme en uniforme militaire et une jeune femme dont je reconnais le regard derrière son masque. C'est l'une de celle qui travaille pour le réseau d'approvisionnement alimentaire de mon secteur. Alors je descends et on m'interroge si je ressens des symptômes ou si j'ai rencontré des gens porteurs de ces symptômes et si j'avais répondu à l'enquête en ligne sur la COVID-19. Alejandra en a parlé un peu, c'est le grand secret du contrôle de la pandémie au Venezuela.

Depuis plusieurs années, il faut reconnaître que la satisfaction des besoins matériels dont l'alimentation des familles de classe populaire est difficile. Elles ont besoin d'allocations du gouvernement pour compenser la guerre des prix des secteurs privés. Il y a donc un système en ligne qui compte bien plus de participantEs que les membres ou les sympathisants du parti politique de Chavez. En fait, il y a plus du double de personnes qui ont voté pour Maduro que les membres inscrits au parti. Donc, j'avais déjà répondu à cette enquête en ligne qui est renouvelée de manière permanente et même si je n'avais pas évoqué la présence de symptômes, ils sont venus frapper à ma porte pour s'informer comment j'allais. C'est encore plus vrai chez les gens qui répondent à l'enquête en ligne en reconnaissant qu'ils éprouvent des symptômes, tout de suite ils reçoivent la visite d'une équipe médicale qui va leur faire un test. C'est l'un des grands secrets de la réussite du Venezuela. Le dépistage massif attaque le virus à la racine et brise les chaînes de contagion. C'est déjà un signe important de la présence d'un État fort, d'une souveraineté et d'une politique volontariste du président Maduro. C'est en même temps quelque chose de très significatif pour comprendre le Venezuela d'aujourd'hui. C'est une attention très particulière qui parfois est dans la tension, dans la critique, d'un État très près de sa population et d'une organisation populaire très vivante. Ainsi, même si de nombreux secteurs de gauche expriment des critiques envers le gouvernement, au moment des élections, ils appuient le processus bolivarien.

C'est un processus de transformation qui est critiquable, mais il accueille toutes sortes de tendances en son sein. Donc, toutes ses mesures sont aussi des mesures de protection sociales. C'est-à-dire qu'à part le virus en soi, dès le début, le président Maduro a pris des mesures de protection des travailleurs. J'ai bien écouté la présentation de Joaquim sur le Brésil, de Maria sur le Chili et de Mario sur la Colombie, et on s'aperçoit qu'il y a un problème de manque de protection des travailleurs de la santé. Au Venezuela, tout de suite Maduro a dit : « Il faut suspendre le paiement des loyers, donner des allocations supplémentaires », pour faire en sorte que les gens ne puissent pas être expulsés de leur logement. Il y a eu aussi des investissements de l'État dans le paiement des salaires pour aider les petites entreprises à poursuivre leurs activités. Donc, l'État s'est porté garant des salaires.

L'autre chose que je voulais dire, c'est que finalement l'incursion paramilitaire n'est que l'une des épisodes de l'agression que nous subissons de manière permanente, entre autre depuis la Colombie qui est l'allié privilégié de Washington. C'est vrai en parti que ces agressions ont lieu pour s'emparer de nos ressources, mais c'est aussi contre le modèle politique. J'ai vécu au Nicaragua pendant la guerre de la Contras. Là-bas il n'y avait pas de pétrole, c'est un pays agricole, mais c'était au modèle politique qu'on attaquait. C'est ce modèle de participation populaire et de répartition de la richesse qui dérange, d'un État qui situe la vie au-dessus de l'économie. C'est aussi un modèle contagieux pour les autres peuples de la région et pour le monde entier. Comme on voulait écraser le modèle sandiniste au Nicaragua dans les années 1980, il faut aujourd'hui écraser le chavisme au Venezuela.

Dans le monde actuel, il est interdit d'avoir un État au service de la majorité, d'avoir une santé publique entièrement gratuite, etc. Je vais vous donner un autre exemple très concret. Actuellement, de très nombreux Vénézuéliens et Vénézuéliennes ayant émigré vers d'autres pays de la région pour des motifs économiques demandent à rentrer avec l'aide du gouvernement. Ils ont fui les effets de la guerre économique avec les États-Unis, alors que les médias internationaux rapportent que ces gens ont fui la dictature communiste de Maduro.

Il y a un pourcentage assez considérable de Vénézuéliens qui sont en train de rentrer au pays pour fuir la pandémie explosive dans d'autres pays, mais aussi l'exploitation et le racisme d'autres latino-américains, alors que le Venezuela a toujours ouvert les portes aux réfugiés de la région en les traitant comme des citoyens vénézuéliens avec les mêmes droits. Deux millions de Colombiens et de Colombiennes vivent au Venezuela avec cartes d'identité, droit à la santé et à l'éducation gratuite, au travail et au logement. Ici, on se sent très latino-américains par rapport aux autres pays. Les expatriés qui se présentent à la frontière sont reçus par des infirmières et des médecins qui leur font passer des tests immédiatement, puis ils les mettent en quarantaine pour 15 jours dans des hôtels réquisitionnés par l'État. Ils sont logés, nourris, aux frais de l'État. Non seulement on a mis des vols gratuits vers le Venezuela à leur disposition, mais après leur quarantaine, des autobus les reconduisent dans leur endroit d'origine. C'est un autre détail concret et on pourrait en donner beaucoup.

Rien qu'à écouter les conversations des gens dans les secteurs populaires pour réaliser à quel point ils sont entraînés depuis des années à résister. Ils inventent en permanence et ils s'adaptent très vite. Par exemple, ils montent des petites écoles dans leur foyer. Un autre exemple, le gouvernement a réquisitionné une chaîne de télévision publique pour diffuser des cours à distance pour les élèves du primaire et du secondaire et le ministère de l'éducation est en train de mettre en place une panoplie de programmes pour pallier à la fermeture des écoles, du plus jeune âge jusqu'au niveau universitaire. Cette faculté dynamique d'être très rapide à s'organiser et à s'adapter est due à leur histoire, au processus révolutionnaire qui depuis 20 ans affronte des difficultés et des obstacles. C'est ce que je voulais dire en résumé pour rallier le témoignage d'Alejandra.

Merci Thierry.

Échanges avec le public

Je voudrais ajouter quelque chose. Présentement, il y a beaucoup de Vénézuéliens qui retournent dans leur pays parce qu'en Colombie s'ils ne travaillent pas, ils vont mourir de faim. C'est par milliers qu'ils rentrent chez-eux à pied, parfois de Bogota à la frontière parce qu'il n'y a même pas de gens qui les ramassent sur le bord des routes. En Colombie, il y a une grande xénophobie contre les Vénézuéliens qui est véhiculée par les médias. À propos des assassinats des leaders sociaux en Colombie, cela ne se termine jamais. Pendant le conflit, l'armée et le gouvernement disaient que la guérilla était comme le poisson dans l'eau. La population, c'est l'eau qui permet au poisson de vivre, alors il fallait déporter les populations civiles pour faire périr la guérilla par asphyxie. Jusqu'en 2011, il y avait des massacres de 10, 20, 100 personnes assassinés, à chaque mois, simplement parce que l'État pensait que c'était des supporters de la guérilla.

C'est un cycle qui continue. Maintenant, il s'agit d'assassinats sélectifs des leaders sociaux qui dirigent des processus d'organisation de la population, qui apprennent aux gens à défendre leurs droits. Par exemple, il y a des mouvements qui demandent la restitution des terres qui ont été volées pendant le conflit armé. Imaginez, 8 millions de personnes ont été déplacées en Colombie. Après les accords de paix, sans leur en donner les moyens, on leur a dit qu'ils pouvaient récupérer leurs terres. Ils essaient et ils se font tuer. La majorité des leaders sociaux assassinés, c'est en raison de cette volonté de récupérer leur terre pour pouvoir survivre. Ensuite, ce sont des opposants politiques qui sont clairement identifiés alors que les partis de droite sont constitués de voleurs et de corrompus. Au Colombie, il y avait même un cartel pour l'hémophilie. Ils ont vendu du sang qui n'existait pas ou un traitement pour le sida qu'ils n'avaient pas. Tous ces cartels s'enrichissent avec l'argent de l'État. Dans certaines régions, il y a beaucoup plus d'assassinats, comme le Cauca où le territoire est monopolisé par des élites de grands propriétaires terriens qui possèdent des plantations immenses de cannes à sucre alors que les communautés autochtones ou d'afro-descendants sont réduites à de tout petits espaces. Ces communautés sont organisées depuis 20 ou 30 ans et elles récupèrent les terres usurpées, mais les leaders de ces récupérations se font assassinés et c'est la même chose qui se produit pendant la pandémie où nous déplorons déjà 24 morts. Il y a aussi 224 ex-combattants des FARC qui ont été assassinés depuis la signature des accords de paix. Dernière chose, l'argent déboursé par la communauté internationale pour réaliser les accords de paix a été détourné vers l'armée par mesure d'urgence à ce qu'il paraît. L'argent destiné au développement agricole a été versé aux grands propriétaires terriens. Mario Gil

Il y a une question pour Joaquim. Quelle est l'ampleur de la pandémie dans les favelas au Brésil ?

J'ai trouvé des statistiques qui disent que dans la ville de Rio de Janeiro, dans la favela de Carabujo, on enregistre un taux supérieur de 30% de mortalité en raison de la COVID-19 alors que dans le quartier Leblond qui est plus riche, le pourcentage n'aurait augmenté que de 2.4%. On aperçoit que les communautés plus pauvres sont davantage touchées par la pandémie. Certaines mesures de prévention ont été instaurées par les propres communautés comme la quarantaine dans certaines favelas, mais on sait très bien que cela ne fonctionne pas avec la même ampleur que dans les quartiers favorisés. Par exemple, chez les plus pauvres, une famille au complet peut vivre dans une seule chambre. De plus ces personnes n'ont aucun soutien financier alors elles doivent continuer à travailler. Le gouvernement local a fait un plan d'urgence pour aider les travailleurs autonomes.

Ils ont reçu 600 reais qui correspond à environ 200\$ canadiens. Ils étaient sensés recevoir cette aide à chaque mois, mais ils n'ont pas encore reçu l'aide du mois d'avril. Le gouvernement ne paiera probablement pas le second mois. La maladie est arrivée au Brésil par les personnes les plus riches, sauf que ce sont des personnes pauvres qui travaillent chez les riches comme employés domestiques qui l'ont amenée dans les favelas où la concentration humaine et les conditions sanitaires sont insuffisantes. Le virus se répand très facilement. Joaquim Caldas

Question pour Alejandra Laprea : De quel parti politique êtes-vous membre ?

Je suis une militante féministe et je ne suis membre d'aucun parti politique. Je vote pour le parti communiste depuis que j'ai l'âge de voter, mais sans plus. Je me définis comme chaviste, ce qui est une vision, une conception du pays et de sa souveraineté, mais ce n'est pas un parti en soi puisque le chavisme est une coalition de partis. Les propositions du président Hugo Chavez demeurent actuelles aujourd'hui encore. L'option révolutionnaire de Chavez est une option pour la vie, la défense des droits et la justice sociale. Je défends la révolution comme une option, une proposition, où peut s'inscrire une pluralité d'opinions. C'est l'unité dans la diversité. Alejandra Laprea

Question pour Maria Rodriguez : Comment peut-on caractériser l'option prise par le gouvernement de Pinera au Chili pour faire face à la pandémie ? Quelles sont les perspectives à venir ?

Il faut être conscient que le gouvernement du Chili est très conservateur avec un curriculum uniquement économique. Le ministre de la santé est connu pour ses mauvaises pratiques médicales et il a été radié du collège des médecins du Chili à cause de son manque d'éthique. Pour les listes d'attente pour les opérations dans les hôpitaux publics, il a pris la décision d'effacer les noms inscrits. L'une des dernières déclarations du président était que le président Trump l'avait félicité pour sa gestion stratégique de la crise de la COVID-19. Alors, c'est cela la référence pour le gouvernement chilien. La première mesure sanitaire pour contrer la pandémie ça a été de fixer un prix pour passer le test de dépistage qui variait entre 70\$ et 120\$ américains. C'est un système de santé de libre-marché. C'est difficile d'évaluer les mesures prises par ce gouvernement qui a abandonné à son sort des pans entiers de la société. À un certain moment, ils ont décidé de ne pas faire de quarantaine, puis ils en ont imposé une par quartier. Dans une agglomération de 7 millions d'habitants comme Santiago, mettre une commune en quarantaine ce n'est pas vraiment efficace. Il y a une table de consultation composée d'universitaires, de scientifiques et de médecins. Ces derniers sont en conflit ouvert avec le gouvernement parce qu'ils ont fait une série de recommandations en santé que le gouvernement a rejetées du revers de la main. Voilà, c'est cela la stratégie. La perspective de la population consiste à attendre la fin de ce gouvernement. Tout le monde avait placé ses espoirs dans le référendum du 26 avril, maintenant on attend celui d'octobre. Il n'y a pas de perspectives d'avenir avec le gouvernement actuel. Maria Rodriguez

Question pour Maria et Alejandra : Quel est le rôle des femmes dans la résistance à la pandémie ?

Au Chili, la résistance populaire est fondamentalement celle des femmes. Historiquement, les femmes ont été des sujets politiques importants. Déjà pendant la dictature, elles étaient aux premières lignes, par exemple lors des revendications à propos des droits humains et de la recherche des personnes portées disparues. Ce sont les femmes qui ont développé tout un système de cuisine collective, un symbole de la pauvreté qui sévissait sous le régime de Pinochet. Cette stratégie de résistance populaire est revenue un peu partout. Ce sont elles aussi qui se sont organisées et qui ont un rôle hyper important dans les quartiers populaires. Elles revendiquent le droit au logement, aux droits sociaux, etc. La pandémie a révélé le visage du surpeuplement des logements. Les femmes ont tout de suite aperçu le danger de contamination à cause de promiscuité des quartiers populaires et l'urgence d'instaurer des mesures de salubrité.

Dans le contexte de la révolte sociale, il y a beaucoup de gens qui sont emprisonnés. Nous avons des prisonniers politiques présentement au Chili. Souvent, les prisonniers politiques sont des hommes et dans une société machiste, ce sont souvent aussi les seuls pourvoyeurs de la famille. Donc, plusieurs prisonniers politiques ont une famille dans le besoin parce qu'ils ne rapportent plus d'argent à la maison. Qui plus est, les femmes sont aussi celles qui prennent soin et soignent les enfants, les aînés et les malades. Aussi, une population très vulnérable au Chili est celle des aînés. Ils sont d'autant plus vulnérables à cause du système de retraite qui a été privatisé. Ces gens se retrouvent seuls à la maison sans pouvoir sortir parce qu'il est obligatoire pour les gens de plus de 70 ans de demeurer à la maison, sauf que le gouvernement n'a offert aucune aide pour soutenir les personnes de cette tranche de la population. C'est sans doute pourquoi ce sont les femmes qui ont mis en place des systèmes d'aide communale aux aînés. Finalement, il ne faut pas oublier que tout ce contexte de confinement a fait ressortir le problème de la violence envers les femmes dans les foyers ainsi que tout le travail que réalisent les femmes. Il y en a plein qui continuent à faire du télétravail en même temps qu'elles prennent soin de leur famille, de leurs enfants, des tâches ménagères. Tout cela pour dire qu'elles jouent un rôle très stratégique, politique aussi, dans la lutte sociale, mais aussi face à la pandémie. Maria Rodriguez

Dans tout le processus de progrès social qu'à signifier la Révolution bolivarienne, les femmes ont été de grandes protagonistes des revendications et des luttes et elles ont souvent été en première ligne. Ce progrès social a signifié de nettes améliorations des conditions de vie pour les familles de la classe populaire. Toute révolution signifie un changement de paradigme, de rapports de domination à des liens de solidarité. Au Venezuela, comme partout en Amérique latine, celles qui sont en première ligne pour la défense du territoire, ce sont les femmes. Cela s'est traduit, pendant la révolution, par le fait que les postes des structures populaires sont, dans leur immense majorité, occupés par des femmes comme dans les Comités locaux d'approvisionnement populaire, les cuisines communautaires, ce sont des programmes qui sont supportés par le gouvernement. Au milieu de la pandémie, toutes ces structures ont été mobilisées. Cela n'empêche que certains problèmes perdurent comme le machisme et la violence conjugale parce que nous n'avons pas encore vaincu le patriarcat. Actuellement, les femmes subissent une surcharge de travail en devant s'occuper des tâches domestiques et de leur travail en plus de l'effort pour résister à la guerre économique. Nous sommes conscientes que nous devons continuer d'avancer. Par exemple, conquérir les prémices d'une répartition du travail qui font des hommes les coresponsables des tâches domestiques et de l'éducation des enfants.

Une répartition de l'effort non seulement entre les hommes et les femmes, mais aussi avec une communauté solidaire et un État qui soutient la vie. Nous sommes aussi conscientes qu'ici et ailleurs dans le monde, il y a une recrudescence des comportements machistes à l'intérieur des foyers en situation de confinement. Partout dans le monde, les situations de crise économique provoquent une augmentation des phénomènes de violence conjugale. Alors nous nous sommes organisées pour donner du support aux femmes victimes de cette violence, nous avons interpellé l'État pour qu'il soit davantage vigilant et qu'il apporte une protection à celles-ci. Par exemple, désormais le Système Patria fonctionne avec la préoccupation que les visites à domicile pour la détection du coronavirus servent également à la surveillance d'éventuelles situations malsaines pour les femmes comme la domination machiste.

Alejandra Laprea

Question : Radio-Canada a annoncé aujourd'hui qu'à Caracas les restrictions à la mobilité sont maintenues par le régime de Nicolas Maduro parce qu'il ne veut pas que les gens sortent de chez-eux et qu'ils constatent la pénurie d'essence.

Je vais faire un commentaire. Aujourd'hui à la maison, personne n'est sortie, nous ne sortons que pour les achats essentiels lorsque c'est vraiment nécessaire. C'est la façon que nous avons au Venezuela de combattre le coronavirus. La confiscation des actifs du pays à l'étranger et le blocus maritime de l'armée américaine rendent les choses très difficiles pour l'économie et la vie des gens. La pénurie est évidente et même le gouvernement en parle à la télévision. La vente d'essence est réservée au personnel médical et de première nécessité. Il y a des restrictions pour l'usage familial de la gazoline, mais de toute façon nous devons rester à la maison et il n'y a nulle part où aller. Pour ma part, ma voiture est stationnée au même endroit depuis un mois et demi. Heureusement nous pouvons encore fabriquer du diesel ce qui permet aux véhicules lourds et aux tracteurs de fonctionner. Les gens ont été obligés de créer de nouvelles méthodes de travail à partir de la maison. Par exemple, pour le commerce, il y a une prolifération d'offres de commandes par internet et il y a des agences de livraison à bicyclette qui se sont développées. Le gouvernement est conscient à quel point les restrictions dues à la guerre économique ont des impacts sur notre système de santé. Évidemment, c'est un système fragilisé qui ne peut contenir cette pandémie qu'en restreignant la liberté de déplacement de la population. Si on lève trop tôt les mesures de quarantaine, nous allons perdre le contrôle de la situation. Par exemple, pour prendre le métro à Caracas, il faut avoir un saufconduit car il est strictement réservé au personnel essentiel. Pour prendre les autobus de la ville, le port du masque et des gants est obligatoire. Alors les gens marchent et ils achètent dans les commerces situés à moins d'un km de chez-eux, mais en général ils ont tendance à demeurer chez-eux. L'opposition vénézuélienne interprète les mesures de confinement comme des attaques aux libertés individuelles, comme des mesures dictatoriales ou oppressives. Moi, je suis impressionnée de voir à quel point le peuple du Venezuela fait preuve d'autodiscipline et d'organisation pendant cette pandémie. Nous sommes conscients de la gravité de la crise. C'est un peuple qui délibère et qui décide et ils font confiance au gouvernement dans sa lutte contre la pandémie et sa défense primordiale de la vie. Le blocus international cherche à retourner la population contre le gouvernement en la privant de nourriture et de biens essentiels. L'embargo contre le Venezuela ne fait que renforcer notre détermination à résister. C'est aussi une guerre psychologique lorsqu'on se sait menacer d'invasion par la première puissance mondiale. Avec toutes ces pressions, le gouvernement tient parce que le peuple est avec lui. Le jour où nous déciderons de changer de gouvernement, nous le ferons, mais ce sera notre décision pas celle des puissances impériales.

Une question pour Maria Rodriguez : Hier, le peuple Mapuche du Chili aurait été attaqué à balles réelles par la police. As-tu des informations sur cela ?

C'est une situation très complexe. Les Mapuches sont en résistance depuis très longtemps. Ils ont compris bien avant les Chiliens et les Chiliennes toute la question de la souveraineté et de l'usurpation des terres et des ressources naturelles, dont l'eau notamment, par le grand capital. Ils revendiquent la récupération de leurs terres octroyées par le gouvernement à des entreprises forestières. Ils occupent les terres ancestrales revendiquées comme stratégie de lutte et de résistance.

Le peuple chilien a pris du temps à réaliser sa condition de classe et d'oppression face à l'ordre social alors que le peuple Mapuche possède un discours et une analyse développés depuis longtemps. Ils sont associés à la révolte sociale dès le début. La répression est massive envers eux depuis plus d'un siècle. La violence que vient de connaître la population en général fait partie du quotidien des Mapuches. Chaque mois, il y a des interventions policières comme celle d'hier. Présentement, il y a une grève de la faim de certains prisonniers politiques mapuches. Ils font cela à chaque année. C'est un problème qui semble sans issu. C'est long, c'est compliqué et il y a beaucoup de racisme institutionnel. Je m'avance à dire que même à l'intérieur de l'Unité populaire à l'époque de Salvador Allende, l'approche du gouvernement socialiste envers les Mapuches consistait à les considérer comme des paysans pauvres, pas comme un peuple spolié de ses territoires et de ses droits ancestraux. Alors, ces revendications historiques de souveraineté et de récupération de leurs terres n'ont jamais vraiment été prises en considération. Quoi que pendant les années soixante-dix sous la dictature, le MIR a eu une stratégie politique beaucoup plus avancée envers les Mapuches. Sous la dictature, ce sont eux qui ont été les plus durement frappés par la répression militaire et cela n'a pas cessé avec le retour de la démocratie. Plus ou moins à chaque mois, il y a des occupations de terres comme façon d'attirer l'attention médiatique et de revendiquer. Ils ont fait l'occupation des terres d'une entreprise forestière et hier les militaires ont attaqué leur campement. Il ya eu 3 blessés par balle. Sur place, il y avait des femmes enceintes, des enfants, des personnes âgées, mais les forces policières ont une attitude très raciste. (Au Chili, l'armée et la police, c'est la même chose.) Pour la police, être un Mapuche, c'est être quelqu'un de dangereux pour le système. Quelque chose qui a été très médiatisée au cours des derniers mois, c'est le harcèlement policier des femmes mapuches qui viennent vendre en ville leurs produits maraîchers. C'est une forme de subsistance traditionnelle interdite par les autorités de Temuco. Elles se font attaquer d'une manière très violente par la police qui s'appuie sur les lois et les règlements décrétés par les autorités politiques. Le maire envoie ses inspecteurs municipaux pour expulser ces femmes qui viennent vendre leurs légumes pour un peu d'argent. L'un de ces inspecteurs était un ancien policier accusé de torture. Ce sont le genre d'hommes que nous avons dans la police au Chili. Nous avons aussi des paramilitaires, des gens armés d'extrême-droite qui sont très riches, qui possèdent la majorité des terres et qui sont appuyés par les autorités politiques avec l'argument qu'ils ont le droit de défendre leur propriété de manière violente. Voilà, c'est vraiment compliqué. Maria Rodriguez

Commentaire : J'aimerais dire à quel point le témoignage d'Alejandra est important pour moi. J'ignorais à quel point le gouvernement du Venezuela a raison dans sa démarche et combien le peuple est derrière lui. C'est correct et cela fonctionne. Malgré le blocus et la guerre économique, c'est possible de faire quelque chose de différent et je pense que les autres pays d'Amérique latine apprennent que cela est possible, que le peuple peut rêver, construire un monde différent et voir un modèle, dans le Venezuela. Malheureusement, on n'en parle jamais dans les médias parce qu'on ne veut pas que les peuples le sachent.

Ce qu'elle vient de dire est vraiment important parce que cela exprime le besoin de souveraineté qu'ont les différents peuples de la planète: souveraineté alimentaire, dans le domaine de la santé, de l'État en général comprise comme la souveraineté du peuple et celle du secteur des communications. Il faut se rendre compte que, comme c'est le cas pour l'alimentation, dans le domaine de l'information, nous dépendons du bon vouloir de quelques multinationales.

Dans ce contexte, il n'y a pas d'avenir possible pour la gauche. C'est un grand thème qu'il faut travailler en alimentant des médias alternatifs et par la démocratisation radicale de la propriété des médias. Aujourd'hui, au Brésil, la Globo est capable de faire un coup d'État. Il faut aussi attribuer des fréquences radios à des médias communautaires et refonder les écoles de journalistes qui sont formatées par le marché. Si l'on prend l'information rapportée par les grands groupes de presse internationaux : « Les gens ont besoin de sortir parce qu'ils n'ont plus d'argent » et en même temps : « Le gouvernement veut cacher la pénurie d'essence. » On sent bien l'image d'Épinal qu'il y a derrière de telles affirmations. Au Venezuela, il y a un méchant gouvernement machiavélique qui est obligé de cacher les choses. Cela repose sur un imaginaire construit depuis 20 ans. C'est l'une des recettes des médias qui personnalise le processus en cours par la construction de l'image d'un dictateur qui gouverne seul d'une main de fer. Dans l'imaginaire occidental, Maduro c'est le régime. Cela appauvrit considérablement l'analyse de ce qui se passe véritablement alors qu'ici se vit un bouillonnement permanent de propositions populaires issues des quartiers et des villages. Pour ce qui est de la souveraineté alimentaire, nous avons les Sans terre du Brésil avec nous pour nous aider à développer une paysannerie productive en coopérative. D'ailleurs, les mouvements sociaux sont au cœur du processus bolivarien. En ce qui concerne les pénuries d'essence, le gouvernement bolivarien ne cesse de les dénoncer. L'agence Reuter a révélé que le FBI est en train d'étudier la manière de poursuivre les compagnies pétrolières qui oseraient livrer des additifs au Venezuela. Le gouvernement vénézuélien veut poursuivre les États-Unis devant la Cour pénale internationale pour crime contre l'humanité. Autre chose, c'est toujours dans les moments de crise qu'on découvre la finalité. En fait, le processus bolivarien concerne les deux tiers de la planète, c'est-à-dire l'équilibre du monde, ce que Chavez appelait les grandes majorités sociales et politiques. Finalement, une autre chose qui est en train de nous sauver dans cette situation sanitaire complexe, c'est l'appui de la Chine, de la Russie, de Cuba et de l'Iran, des pays ayant déjà subi les sanctions étasuniennes. En fait notre problème, c'est que nous sommes encore un peu trop dans la culture américaine. Depuis un siècle, l'économie du Venezuela n'était constituée que d'importation de tous les biens de l'étranger avec les pétrodollars. Nous sommes un peu comme celle qui vient de perdre son fiancé et qui le pleure au lieu de constater l'opportunité nouvelle qui lui est offerte. Au lieu de subir les sanctions, nous avons un monde de coopération à inventer. Actuellement, nous recevons des tonnes de médicaments de la Chine et de la Russie. C'est intéressant parce que cela démontre la coopération. Au cours de la dernière année, nous avons réalisé un documentaire avec des organisations communautaires dans un quartier populaire. Au début, on leur a expliqué ce que nous voulions, puis ils se sont complètement appropriés le processus, ils ont écrit le scénario et réalisé le documentaire. Nous voulions effectuer un reportage sur eux et avec eux et finalement ce sont eux qui l'ont fait. Ce sont essentiellement des femmes qui sont en train de créer une commune socialiste dans l'Est de Caracas, mais les journalistes occidentaux ne vont jamais là. Thierry Deronne, Venezuela Info

Il y a plusieurs choses que nous pouvons retenir de ces échanges. Ce qui me préoccupe le plus, c'est n'est pas le coronavirus puisque nous allons le vaincre avec la solidarité, la paix et la science. C'est l'après COVID-19 le grand défi que nous avons parce que nous faisons face à une pandémie globale qui est le néolibéralisme. Qu'est-ce qu'on fait avec cela ? Le chemin à suivre dépend de nous et de nos actions. Ce que nous faisons déjà aujourd'hui et ce que nous allons faire demain. Si nous regardons ce que font les gouvernements, la situation au Brésil est terrible en termes de pourcentage de la population atteinte. Le chiffre de 200 000 personnes cas confirmés est avancé. La situation au Chili démontre que son système de santé est en train de s'écrouler. En Colombie, cela semble moins pire si l'on regarde le pourcentage de la population totale, mais si on observe la quantité énorme de gens qui meurent à cause de la répression, c'est épouvantable. Le régime en place est terrible. Le nombre de déplacés internes est inconcevable. Ensuite, si on regarde le Venezuela, le méchant des films des médias mensonges fait très bonne figure. Cela en dépit du fait qu'il subit une guerre interne depuis le début du processus révolutionnaire. Cela ne date pas d'hier, mais les pressions se sont intensifiées depuis les dix dernières années, surtout les cinq dernière et à cela s'est ajouté de nouvelles sanctions et le blocus international mené par les États-Unis. Ceci est totalement illégal au regard des conventions internationales. Dans ce contexte, on constate les valeurs à la base de ces agissements. Plusieurs gouvernements ont choisi le profit au détriment de la vie tandis que d'autres, moins nombreux, ont choisi la vie. Nous, comme simples citoyens et citoyennes, n'avons pas le choix. Nous n'avons pas beaucoup de profits à tirer de ces grandes entreprises, mais c'est surtout parce que nous avons les valeurs à la bonne place. C'est simplement ce que je voulais dire. Nos actions doivent être guidées par nos valeurs. Nous sommes dans un monde qui est non seulement globalisé, mais de plus en plus en interrelation, de plus en plus interdépendant, et notre destinée est commune qu'on le veuille ou non. Cela destinée sera heureuse ou tragique selon les choix que nous ferons. Cela dépend surtout de nous. C'est le défi que nous avons, mais pour cela un autre monde est en train d'être construit par des millions de gens. Il y a des réseaux de cet autre monde possible qui fonctionnent même ici au Québec et en Europe. Il y a aussi de bons gouvernements qui parfois commettent des erreurs parce qu'ils sont en train d'ouvrir de nouveaux chemins. La chose fondamentale à retenir, c'est que notre paradigme c'est la vie et pas le profit. Je crois que la vie est la plus forte. Au Québec, à chaque printemps, nous pouvons constater que la nature revit après un long hiver où tout semblait mort, on y voit même des fleurs qui brisent la glace. Victor Hugo Ramos

Merci tout le monde pour votre participation.

Transcription des propos par Yves Carrier